



PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
SECRETARIAT GENERAL  
BUREAU JURIDIQUE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE N° 10-0214**

-----  
**Société CHROMETAL GIDER**  
**à**  
**CHAVANGES**  
-----

Mise en demeure

**LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'AUBE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU :**

- le Code de l'environnement, Livre V-Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.514-1 ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 82/4281 du 6 octobre 1982 autorisant les sociétés CHROMETAL GIDER et FONDERIE DU DER à exploiter sur le territoire de la commune de CHAVANGES ;
- l'arrêté préfectoral n° 09-0153 du 20 janvier 2009 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral susvisé ;
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 janvier 2010 ;

### **CONSIDERANT :**

- que l'inspection des installations a constaté le 2 décembre 2009 que les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009 ne sont pas respectées ;
- que la plupart des non conformités constatées avaient déjà fait l'objet d'un rappel par courrier préfectoral du 11 décembre 2008 ;
- que le non respect de ces prescriptions réglementaires est de nature à créer un risque de pollution de l'environnement et un risque d'accident industriel ;
- qu'il y a lieu, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société CHROMETAL GIDER de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009.

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube,

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup> : OBJET**

La société CHROMETAL GIDER située zone industrielle La Marque à CHAVANGES (10330) ci-après dénommée l'exploitant, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier dans les conditions définies par l'article 2.

#### **Article 2 : DELAIS DE MISE EN CONFORMITE**

**Dans les 8 jours suivant la notification du présent arrêté :**

- Respect de l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 8.3.2.4. I) et II) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 8.3.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 9.2.6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009.

#### **Avant le 28 février 2010 :**

- Respect de l'article 8.3.2.4 III), IV) et V) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 8.3.4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009

#### **Avant le 30 mai 2010 :**

- Respect de l'article 8.3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009

**Avant le 30 juin 2010 :**

- Respect de l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009
- Respect de l'article 8.3.2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2009

**Article 3 : SANCTIONS**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, Livre V – Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sans préjudice de sanctions pénales.

**Article 4 : CONDITIONS DE RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, Direction Générale de la Prévention des Risques, bureau du contentieux, 92055 LA DEFENSE cédex, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE – 25, rue du Lycée – 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5 : NOTIFICATION**

Le présent arrêté est notifié à la société CHROMETAL GIDER à CHAVANGES.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de CHAVANGES pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée. Un extrait en est affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la Mairie à la Préfecture du département de l'Aube – Bureau de l'environnement.

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Maire de CHAVANGES, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

TROYES, le 25 janvier 2010

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

  
Thierry PETIT

